

**Préfecture**

Direction de la réglementation et des élections  
Bureau de l'environnement et des Enquêtes publiques

**Arrêté de prescriptions complémentaires N°2012317-0003**

**Le Préfet des Yvelines,  
Chevalier de la Légion d'Honneur**

**Vu** le Code de l'environnement ;

**Vu** l'arrêté préfectoral complémentaire du 23 mars 1998 qui prévoyait une dépollution pyrotechnique des terrains appartenant à la société GIAT Industries situés en zone ouest du site de Satory, allée des Marronniers à Versailles ;

**Vu** l'arrêté préfectoral complémentaire du 13 avril 2010 imposant à la société Giat Industries, pour le site qu'elle a exploité sis allée des Marronniers à Versailles (78000), zone ouest, des travaux de sondages et de dépollution sur trois zones identifiées « à risque » (Z1, Z2, Z3) et trois zones identifiées « à risque normal » (Z4, Z5, Z6) sur le terrain en question, et prévoyant également la définition des restrictions d'usage du site qui s'avèrent nécessaires ;

**Vu** l'arrêté préfectoral complémentaire du 7 mars 2011 modifiant l'article 2.2 de l'arrêté préfectoral du 13 avril 2010 pré-cité suite à la parution du décret n°2010-1260 du 22 octobre 2010 modifiant le décret n°2005-1325 du 26 octobre 2005, relatif aux règles de sécurité applicables lors des travaux réalisés dans le cadre d'un chantier de dépollution pyrotechnique, ;

**Vu** le rapport de diagnostic de pollution pyrotechnique référencé n°2011-Fr-78-001-V3 du 11/10/2011 réalisé par la société Dianex au profit de la société SINEX mandatée par la société GIAT Industries pour les travaux de sondages et de dépollution pyrotechnique du site mentionné ci-dessus ;

**Vu** les travaux de sondages et de dépollution menés en 2012 par la société GIAT Industries sur le site en question ;

**Vu** le rapport transmis en septembre 2012 par la société GIAT Industries concernant les travaux de sondages et de dépollution menés sur le terrain ;

**Vu** le rapport de l'inspection des installations classées en date du 25 septembre 2012 ;

**Vu** l'avis émis par le conseil départemental de l'environnement et des risques sanitaires et technologiques (CODERST) sur le projet de prescriptions complémentaires, lors de sa séance du 9 octobre 2012 ;

**Considérant** que la société GIAT Industries a effectué les travaux de dépollution sur 2 zones identifiées Z3A et Z3B au niveau de la zone « à risque » située dans un couloir de 20 mètres le long du mur de clôture telle qu'identifiée à l'annexe 1 de l'arrêté préfectoral complémentaire du 13 avril 2010 modifié pré-cité, impliquant la réalisation des travaux sur 7 zones identifiées Z1, Z2, Z3A, Z3B, Z4, Z5, Z6 ;

**Considérant** que 5 zones sur 7 identifiées comme devant être sondées et dépolluées en tant que de besoin, ont été explorées et dépolluées conformément aux prescriptions de l'arrêté préfectoral complémentaire du 13 avril 2010 modifié pré-cité ;

**Considérant** que le sondage par magnétométrie n'a pas pu être réalisé sur environ 25% de la surface de la zone 1 pour cause de présence d'eau, et que la présence d'une dalle à une profondeur de 1,7 mètre sur une partie de la zone 3A, et d'une autre dalle avec renforts sur l'autre partie de la zone 3A n'ont pas permis d'explorer et dépolluer cette zone au delà des dalles ;

**Considérant** que les travaux menés sur les 7 zones susmentionnées, représentant environ 10% de la surface totale du terrain, ont révélé la présence de 558 munitions ou éléments de munitions dont 11 munitions ont été identifiées comme actives ou pouvant l'être, ces dernières ayant été toutes trouvées en zone 3A ;

**Considérant** qu'il a été identifié la présence d'un remblai, présentant une pollution pyrotechnique, sur quasiment toute la surface du terrain, et dont l'épaisseur varie entre 0 et 1,7 mètre ;

**Considérant** qu'il a été identifié la présence d'éléments pyrotechniques dans le terrain naturel ;

**Considérant** qu'il existe un risque à aménager le terrain sans au préalable effectuer une dépollution pyrotechnique complémentaire sur l'ensemble du terrain ;

**Considérant** qu'il convient de déterminer la localisation des dalles présentes sur site, notamment en zone 3A, 3B et 6, afin de préparer au mieux les interventions de dépollution pyrotechnique ;

**Considérant** les propositions de travaux de dépollution pyrotechnique complémentaires proposés par la société GIAT Industries en date du 21 septembre 2012 ;

**Considérant** que la société GIAT Industries a indiqué, par courrier du 5 novembre 2012, ne pas avoir d'observation à formuler sur le projet d'arrêté qui lui a été notifié le 24 octobre 2012 ;

**Considérant** qu'il convient de faire application des dispositions de l'article R,512-31 du Code de l'environnement, en fixant de nouvelles prescriptions relatives à la dépollution du site ;

**Sur proposition** du secrétaire général de la préfecture :

### **Arrête :**

#### **Article 1<sup>er</sup>**

La société GIAT Industries, dont le siège social est situé au 13 route de la Minière 78034 Versailles Cedex, est tenue de réaliser les travaux prescrits dans le cadre du présent arrêté sur le site qu'elle a exploité à Versailles (78000), centre de Satory, zone ouest, allée des Marronniers.

#### **Article 2 - Travaux de dépollution pyrotechnique complémentaires**

##### **2.1 – Objectif**

Des travaux de dépollution pyrotechnique sont réalisés sur l'ensemble du terrain sur une profondeur suffisante pour à l'objectif de sonder le terrain naturel sur une profondeur de 3 mètres, en vue d'identifier la présence éventuelle d'éléments pyrotechniques jusqu'à cette profondeur.

Les éléments pyrotechniques suspectés dans le remblai, présent sur le site, et dans le terrain naturel jusqu'à 3 mètres de profondeur, doivent être extraits, neutralisés en tant que de besoin, et évacués du terrain.

## **2.2 – Préparation**

En préalable aux travaux, une étude de sécurité pyrotechnique réalisée par l'entreprise titulaire du marché des travaux de dépollution, est rédigée. Elle est transmise sous 3 mois après la notification du présent arrêté à la Direction régionale des entreprises, de la concurrence, de la consommation, du travail et de l'emploi, unité territoriale des Yvelines et à l'inspection des installations classées.

Le maître d'ouvrage ou le maître d'ouvrage délégué déclare à Monsieur le Préfet des Yvelines la date de début et d'achèvement prévisionnel des travaux de dépollution.

## **2.4 – Réalisation**

Le chantier de dépollution comprend la préparation du terrain et de ses abords, la mise en place des dispositifs de protection des tiers pré-définis par l'étude de sécurité pyrotechnique, l'information adéquate des tiers voisins du chantier.

La dépollution pyrotechnique du terrain est opérée par phases successives correspondantes à un partage surfacique du site en 4 parties.

La dépollution pyrotechnique est opérée, dans le sens vertical, strate par strate.

A l'issue des travaux de dépollution pyrotechnique, les terres manipulées sont replacées de façon comparable à l'état du terrain avant interventions : terres régaliées et tenue géophysique comparable à celle mesurée avant interventions.

La neutralisation, la collecte, le transport, le stockage et la destruction des objets ou matières explosives sont assurés par la société GIAT Industries pour tout objet apparenté à la munition de référence telle que décrite dans l'étude de sécurité pyrotechnique fournie dans le cadre du présent arrêté.

## **Article 3 - Caractérisation des terres du site**

### **3.1 – Objectif**

La Société GIAT Industries effectue des prélèvements des matériaux manipulés et des prélèvements en fond de fouilles, de façon à les analyser et déterminer une éventuelle pollution physico-chimique des terres.

### **3.2 – Analyses préalables sur terres des zones 1, 2, 3A, 3B, 4, 5, 6**

Avant d'engager les travaux de dépollution sur l'ensemble du terrain, la Société GIAT Industries fait réaliser des prélèvements et analyses sur 1 échantillon de terre pour chacune des 7 zones ayant fait l'objet d'investigations entre avril et juillet 2012, afin de caractériser la qualité du remblai, ou la couche superficielle du terrain naturel.

Les analyses portent sur la liste des polluants de l'annexe 1 du présent arrêté.  
Les résultats sont comparés aux valeurs de référence indiquées dans cette même annexe.

L'ensemble des résultats d'analyse est adressé à l'inspection des installations classées dans les quinze jours suivant leur réception par la société GIAT Industries.

### **3.3 – Analyses sur terres au cours des travaux de dépollution pyrotechnique de l'ensemble du site**

Au cours des travaux de dépollution pyrotechnique de chaque partie du site, une vingtaine de prélèvements de terres sont effectués, répartis entre terres criblées et fond de fouille. Les matériaux manipulés qui présentent des signes de pollution (constat visuel ou olfactif, par exemple) font automatiquement l'objet de prélèvement en vue de leur analyse.

Les échantillons sont analysés suivant la liste des polluants de l'annexe 1 du présent arrêté. Les résultats sont comparés aux valeurs de référence indiquées dans cette même annexe.

L'ensemble des résultats d'analyse est adressé à l'inspection des installations classées dans les quinze jours suivant leur réception par GIAT Industries.

#### **Article 4 - Localisation des dalles en zone 3A**

La Société GIAT INDUSTRIES procède aux investigations nécessaires visant à déterminer la localisation précise des dalles sous remblai, afin de les découvrir et de les démanteler dans les 3 premiers mètres du terrain naturel (hors remblai).

#### **Article 5 - Rapport final de dépollution pyrotechnique**

Un rapport relatif aux travaux de dépollution pyrotechnique effectué est rédigé. Ce rapport présente la méthodologie de réalisation des travaux et tous les éléments permettant d'apprécier leur efficacité pour la protection des personnes et de l'environnement.

Ce rapport précise la localisation sur un plan et la profondeur de tous les objets pyrotechniques découverts.

Ce rapport est transmis à Monsieur le Préfet des Yvelines dans un délai de 2 mois suivant l'achèvement des travaux de dépollution pyrotechnique.

#### **Article 6 - Restrictions d'usages**

A l'issue des travaux, dans un délai maximum de 3 mois, la société GIAT Industries fournit à Monsieur le Préfet des Yvelines, une proposition de restrictions d'usage concernant le site. La société GIAT Industries pourra, pour cela, solliciter l'établissement de servitudes d'utilité publique auprès de Monsieur le Préfet, conformément aux articles L515-8 à L515-11 du Code de l'environnement.

A défaut, la société GIAT Industries fournit à Monsieur le Préfet les éléments justifiant que les restrictions d'usage qui s'imposent sur le terrain sont inscrites au registre des hypothèques et que la commune de Versailles est informée de la nature et de l'étendue de ces restrictions.

Celles-ci comprennent notamment les restrictions suivantes :

- tous les travaux d'affouillement sur une profondeur supérieure à 3 mètres par rapport à la cote du terrain naturel sont conditionnés à la nécessité de réaliser un diagnostic pyrotechnique.

Par ailleurs, en tant que de besoin, une mention particulière devra être faite concernant les zones où des dalles ont été identifiées. Elles seront décrites de façon aussi précise que possible.

#### **Article 7 - Sanctions**

En cas d'inobservation des dispositions du présent arrêté, la société sera passible des sanctions administratives et pénales prévues par le code de l'environnement.



## Article 8 - Information des tiers

Pour l'information des tiers, une copie du présent arrêté sera déposée à la mairie de Versailles, où toute personne intéressée pourra la consulter.

Une copie, énumérant les prescriptions auxquelles l'installation est soumise, sera affichée à la mairie pendant une durée minimum d'un mois. Le maire dressera un procès-verbal attestant de l'accomplissement de ces formalités.

En outre, un avis relatif à cette autorisation sera inséré, par les soins du préfet, dans deux journaux locaux ou régionaux diffusés dans le département.

Une copie du présent arrêté, énumérant les prescriptions susvisées auxquelles l'installation est soumise, sera affichée en permanence, de façon visible, dans l'installation par les soins de l'exploitant.

Un extrait de cet arrêté sera inséré dans le recueil des actes administratifs de la préfecture des Yvelines, accessible sur le site Internet de la préfecture.

## Article 9 - Recours

Le présent arrêté est soumis à un contentieux de pleine juridiction.

Il peut être déféré auprès du Tribunal administratif de Versailles par :

1° les tiers, personnes physiques ou morales, les communes intéressées ou leurs groupements, en raison des inconvénients ou des dangers que le fonctionnement de l'installation présente pour les intérêts mentionnés aux articles L. 211-1 et L. 511-1 dans le délai de deux mois à compter de la publication ou de l'affichage de la présente décision ;

2° les demandeurs ou exploitants, dans le délai de deux mois à compter de la date à laquelle la décision leur a été notifiée ;

Toutefois, si la mise en service de l'installation n'est pas intervenue six mois après la publication ou l'affichage de ces décisions, le délai de recours continue à courir jusqu'à l'expiration d'une période de six mois après cette mise en service.

Les tiers qui n'ont acquis ou pris à bail des immeubles ou n'ont élevé des constructions dans le voisinage d'une installation classée que postérieurement à l'affichage ou à la publication de l'arrêté autorisant l'ouverture de cette installation ou atténuant les prescriptions primitives ne sont pas recevables à déférer ledit arrêté à la juridiction administrative.

## Article 10 - Exécution

Le Secrétaire général de la préfecture des Yvelines et le Directeur régional et interdépartemental de l'environnement et de l'énergie d'Île de France sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Fait à Versailles, le 12 NOV. 2012

Le Préfet

Pour le Préfet et par délégation,  
Le Secrétaire général

Philippe CASTANET

## ANNEXE 1 : LISTE DES PARAMETRES A ANALYSER SUR PRELEVEMENTS DE TERRES

**Tableau 1 :** paramètres à analyser lors du **test de lixiviation** et valeurs limites de référence auxquelles comparer les résultats

PARAMETRE	VALEUR LIMITE DE REFERENCE Exprimée en mg/kg de matière sèche
As	0,5
Ba	20
Cd	0,04
Cr Total	0,5
Cu	2
Hg	0,01
Mo	0,5
Ni	0,4
Pb	0,5
Sb	0,06
Se	0,1
Zn	4
Chlorure	800
Fluorure	10
Sulfate	1000
Indice phénols	1
COT (carbone organique total) sur éluat	500
FS (fraction soluble)	4000

Le test de lixiviation à appliquer est le test normalisé NF EN 12457-2 (ou norme équivalente en vigueur).

**Tableau 2 :** paramètres à analyser **sur matière brute** et valeurs limites de référence auxquelles comparer les résultats

PARAMETRE	VALEUR LIMITE DE REFERENCE Exprimée en mg/kg de matière sèche
COT (carbone organique total)	30000
BTEX (benzène, toluène, éthylbenzène et xylène)	6
PCB (polychlorobiphényles 7 congénères) (*)	1
Hydrocarbures (C10 à C40)	500
HAP (hydrocarbures aromatiques polycycliques)	50

(\*) " PCB indicateurs "



## ANNEXE 2 : LOCALISATION DES ZONES 1 ET 5



LEGENDE
Zone 1: Zone de l'ancien bâtiment 693
Zone 2: Zone de l'ancien bâtiment 693
Zones 3A, 3B, 4, 5 et 6: surfaces de 20 m x 20 m à reconstruire

PLAN D'IMPLANTATION DES ZONES DE RECONSTRUCTION	
PLAN D'IMPLANTATION DES ZONES DE RECONSTRUCTION	
Plan 1911	
REVISION	FORNITURE

